

D

# NOS MISSIONS, NOS OBJECTIFS, NOS VALEURS - 2019-2023

**MISE À JOUR 2021-2022**

DÉPARTEMENT DES  
INFRASTRUCTURES (DI)

Mars 2022



REPUBLIQUE  
ET CANTON  
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

## TABLE DES MATIERES

1. Editorial	1
2. Politique publique M / Mobilité / OCT-OCGC / OCV	2
2.1. Politique publique M / Transports collectifs – Projets et planifications	6
2.2. Politique publique M / LMCE / Trafic en ville / Stationnement / Co-voiturage Trafic marchandises / Deux-roues motorisés / Mobilité douce	7
2.3. Politique publique M / Routes et ouvrages d'art	9
2.4. Politique publique M / Assainissement du bruit routier	10
2.5. Sécurité routière et navale, conformité à l'admission des usagers et des véhicules	10
3. Politique publique B / Programme B04 / OCBA	11
3.1. Politique publique B / Programme B04 – OCBA – Projets et planification 2019-2023	13
4. Politique publique B / Programme B05 / OCSIN	15
4.1. Politique publique B / Programme B05 – OCSIN – Projets et planification 2019-2023 et au-delà	16

# 1. Editorial



La présente mise à jour 2021-2022 décrit les projets du DI, ce qui est réalisé, en cours et planifié.

Nous avons connu en 2021 et début 2022 plusieurs évolutions de la pandémie. Elles déterminaient encore de manière considérable l'organisation du travail et le rythme de réalisation. Les collaboratrices et les collaborateurs du DI, certaines et certains dans des conditions plus difficiles que d'autres, ont été en mesure de produire les prestations attendues.

Si la situation sanitaire a entraîné des arrêts ou des ralentissements d'activité dans des domaines clés comme le transport de passagers ainsi que de grands chantiers de construction, de rénovation de bâtiments publics ou d'infrastructures de mobilité, les fonctions et les prestations stratégiques du DI ont pu se poursuivre

grâce aux actions rapides et efficaces des différents offices cantonaux concernés, permettant d'assurer la continuité de l'action publique, en particulier avec le recours accru au télétravail, la dématérialisation de processus administratifs, le paiement des factures, la délivrance des prestations en lien avec la circulation des véhicules privés ou encore l'aménagement et l'entretien des locaux de l'Etat, de manière conforme aux recommandations de l'OFSP.

Je tiens à remercier l'ensemble des personnes, les collaboratrices et collaborateurs du DI et nos partenaires, dans les départements avec lesquels nous collaborons, dans les entités publiques et parapubliques, ainsi que dans les entreprises qui réalisent les mandats que nous leur confions, pour leur travail et aussi pour leur engagement. Cette période a montré que nous sommes en mesure de tenir durant une crise de grande ampleur, avec toute l'agilité, la flexibilité et la créativité nécessaires, pour en sortir ensuite progressivement.



*Serge Dal Busco,  
Conseiller d'Etat chargé  
du département des infrastructures  
Président du Conseil d'Etat*

## 2. POLITIQUE PUBLIQUE M / MOBILITÉ / OCT-OCGC / OCV

Sur la lancée du succès du Léman Express (LEX), l'Office cantonal des transports et l'Office cantonal du génie civil, qui se sont rapprochés depuis plus de trois ans, œuvrent pour un report modal massif vers les transports collectifs et la mobilité douce, suivant les objectifs du Plan climat cantonal renforcé. Une feuille de route commune vise à agir en faveur de la transition écologique.

En 2021 l'OCT a posé plusieurs jalons pour œuvrer dans ce sens, comme le nouveau Plan d'actions de la mobilité douce, le règlement sur les plans de mobilité d'entreprises, la nouvelle stratégie stationnement, le travail avec la Confédération sur une variante améliorée de la gare souterraine de Cornavin, ainsi que la poursuite des études des axes Tram / BHNS et l'élaboration d'une stratégie de vitesse en lien avec le bruit routier.

En 2022 l'OCT poursuit les planifications pour les

trams, bus et train (Cornavin et projet de diamétrales), pour le transport de marchandises et la logistique urbaine, la mobilité douce (axes forts), le covoiturage, l'information routière et la régulation du trafic.

En 2021 l'OCGC a pu réaliser des travaux majeurs: percement du Tunnel des Nations, requalification de la route de Suisse (Versoix), inauguration du Barreau routier MICA et ses mesures d'accompagnement (Belle Terre), démarrage des travaux du Tram St-Julien jusqu'à la ZIPLO (tronçon I), mise en service de l'extension du Tram 14 Bernex-Vailly.

En 2022 l'OCGC poursuit ses prestations d'entretien et de maintenance des routes cantonales (routes, ouvrages d'art et infrastructures de transports publics). L'OCGC va aussi mener plusieurs études, avant-projet ou exécution et poursuivre les travaux du Tram St-Julien, de la route des Nations et de la requalification de la route de Lausanne (traversée de Bellevue).



*Chantier du tram, Lancy*

# Chiffres clés

## OCGC

- 34 km de voies ferroviaires et 33 km de voies tramways
- 266 km de routes cantonales
- 207 ouvrages d'art cantonaux (ponts, tunnels, galeries techniques, murs, etc.)
- 3 grands chantiers en cours : Tram St-Julien (section Lancy – Plan les Ouates), route de Lausanne (Bellevue), route des Nations (Grand-Saconnex) en coordination avec la jonction autoroutière du Grand Saconnex et l'élargissement de l'autoroute aéroport-Vengeron menés par l'office fédéral des routes (OFROU)
- 503 km de bandes et de pistes cyclables auxquelles s'ajoutent 16 km de nouvelles bandes et pistes cyclables (2021)
- Patrimoine arboré et ouvrages le long des routes cantonales (entretien et surveillance de ~7 100 arbres isolés, de ~55ha de forêts situées en bordures des routes cantonales, de ~69 ha d'espaces arbustifs et herbacés et de 56 km de canalisations et 12 600 sacs de routes).

## OCT

- 50 km de lignes commerciales de Tramway
- 600 km de lignes bus et trolleybus (72 lignes de bus et de trolleybus)
- 7 projets majeurs de transports collectifs en cours d'études et/ou procédures : extension souterraine de la gare Cornavin, tramway Pôle Cornavin - Fazy - Terreaux du Temple, tramway Genève/Saint Julien (section Plan les Ouates – frontière), tramway des Nations, Bus à haut niveau de service (BHNS) de l'axe Frontenex, BHNS Genève-Vernier-Zimesa, BHNS Genève-Carouge-Veyrier
- 191 productions d'arrêtés de circulation (2021)
- 672 intersections régulées à entretenir (parc de la signalisation lumineuse)
- 900 km de réseau génie-civil pour la signalisation lumineuse
- 1 500 interventions pour la signalisation lumineuse (24/24 - 7/7), service de piquet

# Sécurité routière et navale, conformité à l'admission des usagers et des véhicules – OCV

En 2021 l'OCV a poursuivi ses missions malgré la pandémie et ses effets tant sur la clientèle que sur l'exploitation, avec des apports opérationnels facilités auprès des grands utilisateurs des prestations, notamment les professionnels de l'automobile, les moniteurs de conduite, le secteur des poids-lourds. L'OCV a mis en place des échanges avec les professionnels en deux-roues motorisé "2roues Genève", maintenu les travaux nationaux et régionaux notamment pour l'avancée du projet "swisswallet" incluant les permis de conduire et de circulation numériques. C'est aussi en 2021 que la fourrière des véhicules a été transférée à la Police.

En 2022 l'impression et l'expédition des permis de conduire sont centralisées pour toute la Suisse. Les rapports de police sont numérisés pour le Service juridique, de même que les rapports du Service des contraventions. L'intégration des données est automatisée dans le programme métier de l'OCV. L'OCV planifie la réduction du retard des expertises techniques obligatoires et offre des délais raisonnables (6 semaines) pour le passage d'un examen pratique de conduite. De nouveaux contrôles obligatoires sont mis en place sur les véhicules concernant les micro-particules.



OCV, Halle technique, Carouge

## **L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE GENÈVE (AIG)**

L'Aéroport international de Genève (AIG) reprend petit à petit ses activités même s'il continue de subir les conséquences de la crise sanitaire. Sur l'ensemble de l'année 2021 l'AIG a accueilli 5'923'026 passagers, soit 5,8 % de plus qu'en 2020, mais 67,0% de moins qu'en 2019. Après un premier semestre avec à peine 13% du trafic passagers d'avant crise, le deuxième semestre a connu, dès juillet, une reprise marquée du trafic jusqu'à l'apparition fin novembre du variant Omicron et la mise en place de nouvelles limitations aux voyages édictées par de nombreux pays. L'année 2021 a confirmé la reprise du fret aérien entamée au courant du deuxième trimestre 2020, soit une progression de 14,7% par rapport à 2020, et une baisse de 27,9% par rapport à 2019. S'agissant des investissements et des infrastructures, plusieurs projets ont dû être mis en pause. Cependant, la nouvelle Aile Est a pu être mise en fonction à la mi-décembre 2021 afin d'assurer la reprise des vols long-courriers, notamment des vols intercontinentaux. L'inauguration publique officielle a malheureusement dû être reportée compte tenu des restrictions sanitaires.

Le projet de loi mettant en œuvre l'initiative populaire 163 a été revu puis déposé avec une version amendée devant le Grand Conseil, après de nombreuses discussions au sein de la commission de l'économie de même qu'avec les représentants des initiants et de l'AIG, afin de trouver un consensus le plus large possible satisfaisant toutes les parties.

Si les axes proposés par le CE dans son premier projet restent les piliers de ce projet de loi, les missions de l'AIG ont été précisées, le cadre légal de la convention d'objectifs clairement défini et détaillé, la référence au PSIA rendue plus claire, le principe de validation de la stratégie et du plan d'affaires à moyen et long terme par le Grand Conseil posé, de même que le renforcement du rôle de la commission consultative en tant que commission officielle. Enfin, un rapport annuel du Conseil d'Etat sera rédigé afin de suivre la réalisation des objectifs.

## **LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DE NAVIGATION SUR LE LAC LÉMAN (CGN)**

La CGN a subi les conséquences de la crise sanitaire, non seulement sur la fréquentation (-38% en 2020 et -28% en 2021) mais également sur les travaux de rénovation du bateau Belle Epoque "Le Rhône", dont la mise en service a été repoussée à février 2022. Afin de soutenir la CGN, qui n'a bénéficié d'aucune mesure de soutien fédéral, hormis les indemnités de réduction de l'horaire de travail (RHT) en 2020, du fait de l'existence d'une commande d'offre touristique financée par les pouvoirs publics (art. 28a de la loi fédérale sur le transport de voyageurs – LTV – RS 745.1), l'Etat de Genève a octroyé des subventions complémentaires (750'000 francs en 2020 et 890'000 francs en 2021), à l'instar des autres cantons partenaires (Vaud et Valais). Toutefois, et grâce au déploiement d'actions ciblées, la CGN a amorcé dès l'été 2021 une reprise dynamique et a conclu

sa saison en retrouvant, sur certaines prestations, le niveau de 2019. L'ambition de l'entreprise est de dépasser les niveaux d'avant-crise dès 2022, bien entendu pour autant que les circonstances le permettent. Ainsi, en 2022 de nouveaux instruments de tarification - dont une première romande - et un horaire optimisé s'inscrivent au service d'une approche « 4 saisons » : la CGN vise désormais à proposer, en complément de prestations de transport fiables, des expériences uniques toute l'année. Pour ce faire, elle valorise encore davantage sa flotte historique, qui retrouve avec le « Rhône » l'un de ses joyaux.

## 2.1. POLITIQUE PUBLIQUE M / TRANSPORTS COLLECTIFS – PROJETS ET PLANNIFICATIONS

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
<b>ACCOMPAGNEMENT DU LÉMAN EXPRESS</b>		
Mise en service du Léman Express	Déc. 2019	En exploitation
Modification des lignes de bus dans les zones desservies par le Léman Express	Déc. 2019	Déployé
Création de 750 places de stationnement supplémentaires P+R (Grand Genève inclus)	Fin 2019	
Création de plus de 6'500 places de stationnement supplémentaires dans les P+R (Grand Genève inclus)	Fin 2023	
Mise en place d'une ligne BHNS entre Sciez et Genève	Fin 2023	Financement des aménagements routiers sur France par les autorités françaises
<b>PLAN D'ACTIONS DES TRANSPORTS COLLECTIFS (PATC)</b>		
Mise en service du tram jusqu'à Bernex-en-Vailly	2021	Mis en exploitation en juillet 2021
Mise en service du tram Palettes-Cherpines - ZIPLO	Fin 2023	Travaux en cours
Mise en service extension trolleybus Hôpital-Veyrier et BHNS La Praille - Veyrier	2024	Première phase de l'extension du trolleybus entre Hôpital et Veyrier mise en service en décembre 2019 jusqu'à Aubépine. Dépose des autorisations pour 2022
Mise en service BHNS de l'axe Frontenex	Fin 2024	Autorisation de construire attendue pour 2022
Mise en service ligne 22 en bus électrique à recharge rapide	Fin 2023	Nouvelle stratégie plus globale de déploiement des E-Bus 2024-2028
Mise en service ligne 4 Communaux d'Ambilly - Frontenex - Genève - Aéroport en bus électrique à recharge rapide	Fin 2023	Nouvelle stratégie plus globale de déploiement des E-Bus 2024-2028
Mise en service BHNS Genève-Vernier	Fin 2025	Etude avant-projet partiellement achevée. Dépôt demande d'autorisation sur une première section (Meyrin-Vernier) printemps 2022
Mise en service Tram des Nations jusqu'au Grand-Saconnex (P47) puis Ferney-Voltaire	Fin 2025	Dépôt du dossier d'autorisation au printemps 2022
Réaménagement des infrastructures de tramway place Cornavin	2025	En lien avec les études urbaines liées au projet de réorganisation du secteur Cornavin – dépôt du dossier d'autorisation début 2023
Intégralité des kilomètres de l'offre urbaine parcourus en transports collectifs propulsés à l'énergie électrique	2030	Dépôt du projet de loi de financement en janvier 2022
<b>NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS FERROVIAIRES</b>		
Extension de capacité du nœud de Genève (gare souterraine)	2033	Etudes d'avant-projet achevées. Etudes de projet et préparation procédure d'autorisation 2022-2023
Cadence au ¼ d'heure Léman Express entre Genève et La Plaine	2033	Inscrit dans l'étape d'aménagement PRODES 2035 du réseau ferroviaire
Création d'une nouvelle halte Léman Express à Châtelaine	2033	Etude préliminaire achevée. (financement de la réalisation non inscrit dans PRODES 2035)
Cadence au ¼ d'heure IC et RE entre Genève et Lausanne	2033	Inscrit dans l'étape d'aménagement PRODES 2035 du réseau ferroviaire.

## 2.2. POLITIQUE PUBLIQUE M / LMCE / TRAFIC EN VILLE / STATIONNEMENT / CO-VOITURAGE TRAFIC MARCHANDISES / DEUX-ROUES MOTORISÉS / MOBILITÉ DOUCE

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
<b>MODERATION DU TRAFIC</b>		
Programmation des feux	Fin 2022	Mise en œuvre de la stratégie de régulation lumineuse (LMCE) – Loi 11868
Développement d'aménagements de modulation du trafic et de zones 30km/h	2023	Réseau communal
Aménagement de zones piétonnes ou à priorité piétonne (Cornavin, Clés-de-Rive, etc.)	2025	Concertations en cours, éventuels recours - Plan d'actions de la LMCE
<b>DYNAMISER LE STATIONNEMENT</b>		
Places de stationnement : modification de la LCR, PL 12417	En cours	PL 12417 voté le 12 septembre 2019 par le Grand Conseil
> Voir également les actions P+R d'accompagnement du Léman Express, page 6		
<b>DÉVELOPPER LE COVOITURAGE</b>		
Pérennisation de l'essai de voie de co-voiturage à Thônex-Vallard après bilan avec modification de l'ordonnance fédérale y relative	2023	Intégration d'une voie bus depuis fin 2021 pour les bus de la ligne 74. Pendant la période d'expérimentation (soit d'ici à octobre 2023), mise en place d'un dispositif de contrôle avec barrières et détection du nombre de passagers. La révision de l'OSR avec intégration du symbole covoiturage est en cours à travers une consultation fédérale dont la date de fin est fixée au 23 février 2022.
Développement du covoiturage à la douane de Bardonnex	2023	Sur le périmètre français, le projet de voie réservée est étudié entre Archamps et Bardonnex, et côté suisse entre l'échangeur de Perly et la douane de Bardonnex.
<b>PLAN D'ACTIONS MARCHANDISES ET LOGISTIQUE URBAINE (PAM)</b>		
6 thèmes principaux en lien avec les 22 mesures prévues dans le cadre de la planification du PAM	Fin 2023	Adoption par le CE le 20 avril 2020
1) Régulation et fonctionnement	Dès 2020	<b>Réalisé</b> - Mise en ligne de la carte sur les réglementations pour les livraisons ; - Harmonisation des réglementations en cours ; - Réforme du système de taxation des véhicules ; - Contrôle accru sur les cases de livraison. <b>- En cours ou prévu d'ici 2023</b> - Identification des besoins pour un hub logistique à la Praille
2) Economie servicielle et innovation	2020 - 2023	<b>En cours</b> - Identification des besoins pour des points-relais multi opérateurs (guichets ou automates)
3) Zones industrielles et ferroviaires	2020- 2023	<b>Réalisé</b> - Etude sur l'affectation logistique idéale à la Praille et à la ZIMEYSA - Sondage sur la signalisation à la ZIMEYSA
4) Coordination des chantiers	2020 - 2022	<b>Réalisé</b> - Quantification des flux et calendrier pour les projets du PAV <b>En cours</b> - Identification pour une nouvelle plateforme pour les déchets de chantier - Réflexion sur l'obligation du transport par rail - Mise sur pied d'une plateforme mutualisée pour les chantiers du PAV
5) Transports spéciaux, véhicules agricoles et marchandises dangereuses	2020- 2023	<b>En cours</b> - Mise à plat des itinéraires convois exceptionnels - Etude OPAM sur la ceinture urbaine
6) Communication et monitoring des mesures	De fin 2019 à 2023	- Plénières annuelles du PAM - Newsletter - Monitoring sur pied

DEUX-ROUES MOTORISÉS		
Campagne de contrôle du stationnement sur les trottoirs	Printemps-automne 2021	Réalisé
MOBILITÉ DOUCE		
Plan d'actions de la mobilité douce 2019 – 2023 (PAMD) : plus de 90 projets en lien avec la marche et le vélo	2020-2023	Adopté par le CE en août 2020, financement des projets assurés par plusieurs lois (H 1 70, L11863, lois spécifiques) Travaux en cours sur certains projets, d'autres à l'étude
Mise en place d'un système de vélos en libre-service	Été 2020	Inauguration en août 2020
Réalisation de 3 itinéraires privilégiés pour les vélos : Cornavin – Eaux-Vives, Cornavin – Uni-Mail et Uni-Mail – Champel	2021 à 2023 selon les tronçons	<b>Études en cours.</b> Plusieurs tronçons ont été réalisés dans le cadre des mesures prises durant le COVID (2020). La taskforce mobilité douce avec la Ville de Genève travaille en complément sur de nouveaux itinéraires
U-cyclable	2019 à 2021	<b>Réalisé.</b> Rive gauche en 2019, pont du Mont-Blanc et rive droite en 2021
Poursuite des études et réalisations de la voie verte d'agglomération	2020 à 2025 Selon les tronçons	
Développement d'axes forts cyclables	2025-2030	Dépôt du projet de loi de financement en janvier 2022
Passerelle piétonne du pont du Mont-Blanc	2025	Démarche partenariale avec la Ville de Genève, la CGN et l'Etat de Genève. L'avant-projet est prévu pour avril 2022 après un essai sur site en janvier 2022. L'autorisation de construire devrait être déposée pour la fin 2022.

## 2.3. POLITIQUE PUBLIQUE M / ROUTES ET OUVRAGES D'ART

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
<b>ROUTES NATIONALES (AUTOROUTES)</b>		
Mise en service de la Jonction autoroutière du Grand-Saconnex (chantier de la Confédération)	2023	En chantier
Mise en service de l'élargissement de l'autoroute Aéroport-Vengeron	2026	Projet Confédération
Mise en service de l'élargissement de l'autoroute Aéroport-Perly et Vengeron-Nyon	2035	Projet Confédération
Contournement Est autoroutier de Genève – Traversée du lac	> 2040	En cours d'examen, planification fédérale
<b>ROUTES CANTONALES</b>		
Assainissement du Pont de Peney	2023	Démarrage des travaux
Mise en service de la Route de Suisse réaménagée (tronçon Bellevue)	2024	En chantier
Mise en service de la Route des Nations (Grand-Saconnex)	1 <sup>er</sup> semestre 2023	En chantier
Mise en service du boulevard des Abarois, desservant les futurs quartiers Nord de Bernex	2026	En projet
Mise en service du Barreau de Montfleury (entre ZIMEYSAVER et la future demi-jonction autoroutière à Vernier)	2028	En projet – coordination avec projet OFROU
Mise en service ceinture urbaine – avenues du Pailly et de l'Ain	2025	A l'étude
Mise en service de la Route de Peney	2023	En chantier
Mise en service Route de Jussy (du Hameau de l'Avenir au giratoire Compois)	Fin 2023	Démarrage
Mise en service tronçon 1 Aménagement A.-F. Dubois	Fin 2023	A l'étude
<b>AUTRES TRAVAUX</b>		
Élargissement de la mission de l'Unité mobilité (UMOB) en coordination avec la centrale de régulation du trafic (CRT)	2022	Mise en œuvre du processus de contrôle des chantiers par l'UMOB avec l'objectif d'améliorer la sécurité et la fluidité du trafic.
Déploiement de panneaux d'information variable (PIV) sur le réseau des routes cantonales	2022	Informers les usagers de la route des conditions de circulation sur les grands axes routiers genevois en lien avec l'application de l'Etat de Genève "Infomobilité".
Mise à niveau des quais pour l'accès des personnes à mobilité réduite vers les arrêts de bus et de tram en collaboration avec les communes	Exigence légale 2023	En cours

## 2.4. POLITIQUE PUBLIQUE M / ASSAINISSEMENT DU BRUIT ROUTIER / ELECTROMOBILITÉ

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
<b>ASSAINISSEMENT DU BRUIT ROUTIER / ROUTES CANTONALES</b>		
Renouvellement des revêtements phonoabsorbants anciens	Continu	Durée de vie 15 ans, processus continu de renouvellement dès 2020
Projets d'assainissement (études)	2023	OPB en lien avec la nouvelle stratégie vitesse publiée en janvier 2022 et l'évolution des charges de trafic à l'horizon +20 ans (>2040)
Revêtement phonoabsorbant à poser (6 km restants)	2025	OPB en lien avec certains aménagements des projets d'agglomérations

## 2.5. SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET NAVALE, CONFORMITÉ À L'ADMISSION DES USAGERS ET DES VÉHICULES

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
<b>DÉMARCHES EN LIGNE</b>		
Augmentation des capacités (prestations et volumétries) des services en ligne de l'OCV, dématérialisation des prestations	2021-2025	Projet de loi automne 2020
Mise en place de la saisie en ligne des certificats médicaux par les médecins, qui informeront sur une plateforme métier de l'aptitude à la conduite	2020-2021	
<b>PERMIS</b>		
Introduction du permis de conduire dès 17 ans (loi fédérale)	Janvier 2021	Selon calendrier fédéral
Document fédéral numérique (permis de circulation, permis de conduire)	2022-2025	Selon calendrier fédéral

### 3. POLITIQUE PUBLIQUE B / PROGRAMME B04 / OCBA



*Salle du Grand-Conseil, rénovation livrée en 2022, Genève*

En 2021 l'Office cantonal des bâtiments a poursuivi les chantiers de rénovation avec notamment le Centre cantonal de biométrie, la Salle du Grand-Conseil, livrés en 2022 et l'Hôtel des Archives prévu pour 2024. Les travaux entamés en 2021 dans le domaine de l'assainissement énergétique des bâtiments se poursuivent.

En 2022 l'Etat de Genève poursuit sa stratégie lancée en 2021, visant à occuper en priorité les bâtiments dont il est propriétaire, à privilégier les acquisitions, à aliéner certains immeubles, à résilier les loyers élevés et à rationaliser l'occupation des locaux. L'office poursuit par ailleurs la dématérialisation des flux administratifs et financiers, en créant et en utilisant de

nouvelles fonctionnalités collaboratives afin de favoriser la transversalité. Les nouveaux modes de travail et l'adaptation des locaux de l'Etat vont s'accélérer, en privilégiant le programme « travailler autrement » et le concept « smart office ». Le plan d'actions en vue du relogement sur le site de la pointe nord du PAV vise à regrouper dès 2023 près de 650 employés de trois départements (DI, DIP, DCS) en mutualisant cafétéria et salles de conférence. Par ailleurs, un nouveau centre de biométrie, entièrement dédié à la saisie des données nécessaires à la délivrance des documents d'identité, a vu le jour en avril 2022

Initiées en 2021, des rénovations et transformations sont programmées en 2022 pour des locaux du

pouvoir judiciaire et une partie du Centre de Formation Professionnelle Construction (CFPC Petit-Lancy). Les projets financés par des crédits d'ouvrage spécifiques sont en cours pour l'Hôtel des archives, le collège Rousseau et UNI Bastions. Les études et travaux pour l'assainissement des fenêtres et embrasures en façade des bâtiments se poursuivent sur une centaine de bâtiments, première étape d'application de la loi sur les constructions et installations diverses (LCI).

Certains bâtiments grands consommateurs d'énergie comme UNI-Mail, UNI Sciences et diverses écoles et collèges vont être assainis et raccordés aux

réseaux de chauffage à distance. Ces actions permettront de diminuer les consommations et les émissions de gaz à effet de serre, en réduisant les coûts liés à l'augmentation de la taxe CO<sub>2</sub> en 2022. L'OCBA redéfinit profondément sa stratégie énergétique, afin d'intégrer les nouveaux objectifs très ambitieux sur la modification du règlement d'application de la loi sur l'énergie (REn – L 2 30.01). Pour atteindre ces objectifs, l'OCBA devra définir un plan d'action stratégique qui intégrera tous les moyens nécessaires pour y parvenir dans le cadre du Plan climat cantonal et du Plan directeur des énergies, aux échéances 2030-2050.

## Chiffres clés

### OCBA

- Parc immobilier de 1 500 bâtiments sous gestion
- Surfaces : 1 865 000 m<sup>2</sup> sous gestion
- Plus de 4 000 parcelles, 250 droits de superficie, pour une valeur au bilan d'environ 10,5 milliards de francs
- Les bâtiments loués à des tiers (locations) représentent plus de 30% du parc
- 22% des bâtiments sont dédiés à l'instruction publique et regroupent les collèges, écoles, et centres de formation professionnelle du canton.
- Des centaines de chantiers (nouvelles constructions, rénovations, transformations, mises aux normes énergétiques, etc.)
- Le crédit de renouvellement 2020-2024 représente une enveloppe d'investissements de 400 millions, sur une durée de 5 ans.
- Les dépenses en lien avec l'énergie représentent 30 millions de francs par an.
- L'IDC moyen du parc équivaut à 389 MJ/m<sup>2</sup> (2021)
- Investissements net bâtiment pour le PDI 2022-2031 (adopté): 4 146 millions
- 140 procédures de marchés publics ouvertes par année

### 3.1. POLITIQUE PUBLIQUE B / PROGRAMME B04 – OCBA – PROJETS ET PLANIFICATION 2019-2023

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
<b>OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX : ÉNERGIE ET FLUIDES</b>		
Réduction de l'utilisation d'électricité de 15% Réduction de l'utilisation de chaleur de 20% Réduction de l'utilisation d'eau de 40% Réduction de la production de CO <sub>2</sub> de 20%	2020 par rapport à 2005	Loi 11975, mise en œuvre de la stratégie énergétique de l'OCBA 2017-2035. Economie estimée : 40 Mio de francs
Réduction de l'utilisation d'électricité de 20% Réduction de l'utilisation de chaleur de 35% Réduction de l'utilisation d'eau de 50% Réduction de la production de CO <sub>2</sub> de 30%	2035 par rapport à 2005	

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
<b>RÉALISATION ET MISE À DISPOSITION DE BÂTIMENTS / TERRAINS</b>		
<b>ETUDES</b>		
Haute école de santé de Genève (DIP)	2026	Loi 12078 (études)
Police internationale (site de Bois-Brûlé)	2025	Loi 11942 (études), projet de loi de réalisation en cours d'instruction.
Ecole Secondaire II Meyrin (DIP)	2027	Loi 12184 (études)
Pôle d'enseignement Goutte St-Mathieu : CO Bernex (DIP)	2028	Loi 12538 (études)
Pôle d'enseignement Goutte St-Mathieu : CFPS (centre de formation social et santé, DIP)	2028	Loi 12538 (études)
Rénovation bâtiments HUG à Loëx (3A) - étude	2033	Loi 12370 (études)

CONSTRUCTIONS		
Centre de stationnement de troupes militaires, Meyrin-Mategnin	2019	Loi 11580 Bâtiment mis en service en juin 2019
Nouvelle Comédie, Ville de Genève	2021	Loi de subvention 11584 Bâtiment mis en service en août 2021.
Centre de logistique civile et militaire, Aire-la-Ville, permet de libérer le site de la caserne des Vernets	2020	Loi 12085 Bâtiment mis en service en mars 2020
Centre d'instruction d'aide en cas de catastrophe, Epeisses, permet de libérer le site de la caserne des Vernets	2023	Loi 12084 (construction)
HUG Blocs opératoires phase 2	2023	Loi 12724 (subvention)
Musée Saint-Antoine	2025	Loi 12703 (subvention)
Cycle d'orientation du Renard (DIP)	2026	Loi 12741 (construction)
RÉNOVATIONS		
Salles du Grand Conseil, Hôtel-de-Ville, Rénovation des salles et accès publics	Début 2019 fin 2021	Loi 11472
Cycle d'orientation de Budé (2 <sup>e</sup> étape) Rénovations et mise aux normes des édifices	Début 2017 fin 2020	Loi 11973
Centre médical universitaire (CMU), 7 <sup>e</sup> (études) Réponses aux besoins de l'université, bâtiments neufs et transformations des édifices existants	Début 2018 fin 2022	Crédit de renouvellement de l'OCBA 2015-2019 et 2020-2024
Agrandissement et centralisation des archives de l'Etat. Rénovation de l'ancien Arsenal pour les Archives d'Etat	2020 - 2024	Loi 11943
Institut universitaire médico-légal (CMU IUML), Rénovations et transformations des locaux	2011 - 2019	Crédit de renouvellement OCBA 2011-2014 et 2015-2019
UNIGE, faculté de physique, Ancienne Ecole de médecine (AEM): agrandissement, rénovations et mise aux normes des édifices	Début 2013 fin 2020	Loi 10875
UNIGE, UNI-Bastions (Jura, central), Rénovations et mise aux normes des 2 bâtiments	Début 2018 fin 2024	Loi 12149
Palais de Justice (plusieurs projets)	2019 - 2024	Crédit de renouvellement (2015-2019 et 2020-2024)
Hôtel des finances (plusieurs projets de rénovation) Extension dans la cour et multiples transformations	2015 - 2021	Crédit de renouvellement 2015-2019 et 2020-2024
PL « embrasures » (1 <sup>re</sup> tranche) Rénovations et mises en conformité des fenêtres des bâtiments de l'Etat.	Début 2019 fin 2028	PL (voté en juillet 2019) Article 56A de la LCI

## 4. POLITIQUE PUBLIQUE B / PROGRAMME B05 / OCSIN

L'OCSIN travaille sur trois priorités : la fourniture des services relatifs au télétravail, la dématérialisation des processus de l'administration et la mitigation des risques d'obsolescence des SIC.

Pour la majeure partie des projets au moment de publier la présente mise à jour des planifications, le financement des charges de fonctionnement liées et induites n'est pas assuré. Cela peut donc avoir une incidence sur la planification, voire sur le lancement des démarches.

### Chiffres clés

#### OCSIN

- En 2022 le programme B05 concerne notamment :
- 83 systèmes d'information et de communication, comprenant 1 566 applications ;
  - 431 000 comptes utilisateurs, dont 333 000 pour l'administration en ligne et 55 000 pour l'école en ligne ;
  - Un réseau métropolitain constitué de 450 km de fibre optique, 42 000 prises informatiques et téléphoniques actives, réparties sur 600 sites géographiques ;
  - 35 700 ordinateurs — dont 18 500 pour le secteur pédagogique — et 7 500 imprimantes ;
  - 15 000 téléphones et 2 800 tablettes ;
  - Plus de 5 000 serveurs informatiques ;
  - 28 700 boîtes aux lettres électroniques, qui voient l'échange de 122 millions de messages par an ;
  - 33 millions de pages par an imprimées et expédiées par notre service éditique ;
  - 5 000 000 Giga-octets de stockage brut.

#### EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

- 123 milliards d'événements techniques ont été captés, puis analysés, permettant d'identifier 104 000 alertes de sécurité traitées par des systèmes automatiques ainsi que 104 incidents résolus par le personnel de l'OCSIN ;
- 30 000 vulnérabilités, dont 1 200 à risque élevé ou critique ont été traitées par nos équipes ;
- L'antivirus a également détecté 431 500 nouvelles menaces, dont 2 000 se sont avérées malveillantes et réglées par l'OCSIN.

#### 4.1. POLITIQUE PUBLIQUE B / PROGRAMME B05 – OCSIN – PROJETS ET PLANIFICATION 2019-2023 ET AU-DELA

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
Cyberadministration	Objectif permanent	Les dépenses d'investissement de la cyberadministration sont aujourd'hui financées par le crédit de renouvellement (loi d'investissement 12459). Un projet de crédit d'ouvrage spécifique est envisagé dès 2022, dans le cadre du PDI 2022-2031.
Santé numérique	2022 à 2026	Le projet de Loi 13004 se fera en partenariat avec les HUG, l'IMAD et l'administration cantonale.
Territoire numérique : Réalisation du système d'information et de communication transversal du territoire	2024 à 2026	Le dépôt d'un crédit d'ouvrage est prévu au plan décennal d'investissement 2022-2031.
Genève Lab, interface entre l'Etat et le public	Objectif permanent	Budgets courants.
Protéger les données et assurer la sécurité de l'information	Objectif permanent	Crédits et budgets courants.
Dématérialisation au DI	En cours	Crédits et budgets courants.
Dématérialisation au DI	En cours	Crédits et budgets courants.
<b>LE RÔLE DE L'ÉCOLE</b>		
Education au numérique pour l'école obligatoire, l'enseignement secondaire II et l'OMP	2022 à 2025	Le PL 13011 a été validé par le Conseil d'Etat.
Réseau sans fil et équipements mobiles pour l'enseignement secondaire I et II	2022 à 2024	Le PL 13010 a été validé par le Conseil d'Etat.
Refonte du système d'information et de communication pour l'éducation et la formation	jusqu'en 2029	Loi 12080 et PL à venir, pour un crédit complémentaire.
<b>AUTRES REALISATIONS ET INTENTIONS STRATEGIQUES</b>		
Lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité	2023	Loi 11788
Optimisation des prestations de l'office cantonal de la population et des migrations (OCPM)	2020	Loi 11945
Evolution du système d'information et de communication de l'OCP (OPUS)	2021 à 2023	Le dépôt d'un crédit d'ouvrage est prévu au plan décennal d'investissement 2021-2030.

Lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité	2023	Loi 11788
Evolution du système d'information et de communication de l'OCP (OPUS)	2021 à 2023	Loi 12946
Evolution de l'application du service des contraventions	2022	Loi 11702 sera terminée en 2022. La suite sera adressée par un autre PL.
Réalisation du système d'information et de communication de l'office cantonal de l'énergie	2022	Loi 12371
Réalisation du système d'information et de communication du commerce	2022	Loi 10484
Evolution du système d'information et de communication « police » en lien avec la nouvelle loi sur la police	2022	Loi 12147, une demande de crédit supplémentaire a été déposée.
Refonte du système d'information et de communication « autorisations de construire »	2022	Loi 12145
Post autorisation de construire, suivi, contrôle conformité et infractions - BIM « Etat »	2023-2025	Un PL sera déposé en 2022.
Refonte du système d'information et de communication des droits politiques	2022 à 2027	Le PL 13062 a été validé par le Conseil d'Etat.
Refonte du système d'information et de communication des affaires administratives du Conseil d'Etat (Aigle)	2022-2023	Le PL 12543 a été validé par le Conseil d'Etat.
Evolution du système d'information et de communication « action sociale »	Jusqu'en 2023	Loi 12386 puis sera complétée par un PL à venir dès 2025.
Réalisation de la plate-forme cantonale d'échange de données et de gestion des objets connectés	2024 à 2028	Le dépôt d'un crédit d'ouvrage est prévu au plan décennal d'investissement 2023-2031.
Vers des services toujours plus simples et ergonomiques pour les contribuables	Permanent	Le PL 2721 a été validé par le Conseil d'Etat.
Evolution du SIC fiscal	Permanent	Loi 12623 en cours et un PL sera déposé à partir de 2025.
Renouvellement et évolution des systèmes d'information et des services numériques	Permanent	Dans le cadre de la loi 12459 (crédit de renouvellement)

**POUR TOUTE INFORMATION COMPLÉMENTAIRE**  
**WWW.GE.CH**